

SUR LE REFENDUM (BIS)

Jérôme Bourbon en réponse à une lettre de lecteur (Rivarol n° 3085 du 15 mars 2013) dit qu'il lui "est politiquement et moralement impossible de voter oui à un référendum tenu à l'initiative des dirigeants du système dont de surcroît on connaît les arrières-pensées euromondialistes". Je suis en complet désaccord avec cette approche.

1 - Comme dit lors d'un précédent courrier (Rivarol n° 3080 du 8 février 2013), un nationaliste ne peut être contre le principe du référendum "expression directe de la souveraineté nationale". Le pouvoir actuel est verrouillé par les oligarchies. Par le mode de scrutin, et l'abstention qui lui est liée, la représentation politique ne représente pas réellement le peuple français. La seule situation juridiquement existante où celui-ci peut s'exprimer seul, sans intermédiaires, c'est lors d'un référendum. Il serait peu pertinent et cohérent de refuser cette procédure politique. Et de toute façon, on ne refuse jamais un combat; un combat engagé peut être perdu, un combat non livré est déjà perdu.

2 - On pourrait objecter que si le pouvoir organise un référendum, c'est qu'il a pris ses dispositions pour en contrôler le résultat. Mais le réel peut prendre sa revanche et rendre hétérotélique le résultat prévu (l'hétérotélie, théorisée par Jules Monnerot, est le résultat d'une action autre que celui prévu par son auteur). Le meilleur exemple est celui du référendum du 29 mai 2005 sur la constitution européenne qui a été rejeté en dépit de la propagande du système.

On pourrait aussi objecter que justement le pouvoir, en toute forfaiture n'a pas tenu compte de ce résultat et a fait passer son texte à peine modifié, par la voie parlementaire. A cela on peut répondre que cette forfaiture a eu un coût politique pour le pouvoir, et a donné une légitimité nouvelle à ses opposants, et les deux auront des conséquences à terme.

On pourrait enfin objecter, comme Jérôme Bourbon dans son texte, que dans le cas d'espèce du référendum alsacien, "l'établissement ne manquerait pas d'exploiter en sa faveur une victoire du oui, seuls le FN, le Front de gauche et le NPA se mobilisant pour le non". A cela on peut répondre que ce projet de création d'un conseil unique est populaire dans tous les secteurs de la population et dans la plupart des forces politiques. Dans ces conditions un succès au référendum ne serait pas vraiment instrumentalisable par le pouvoir, qui sur ce sujet, a plus suivi le mouvement qu'il ne l'a impulsé, comme l'indique Jacques Cordonnier, président du mouvement régionaliste Alsace d'abord dans son entretien dans ce même numéro de Rivarol. Et de tout façon, pour une fois qu'une réforme politico-administrative va dans le sens d'un enracinement régional et de la reconnaissance identitaire d'un collectivité politique, il serait inconséquent pour des nationalistes de ne pas soutenir ce projet. D'autant que contrairement aux dires de certain énarque parisien, il n'y a pas opposition mais complémentarité entre les identités régionales, nationales et européenne; complémentarité et même emboîtement, comme avec les poupées russes. La limite étant le continent européen, et non le monde !

3 - Enfin, comme le dit une lectrice dans le même numéro de Rivarol, quoi qu'il en soit des dissensions, l'axe central auquel on se rallie, c'est le nationalisme, et "pour le reste les idées peuvent être divergentes et il est possible de les discuter sans fanatisme". Je rajouterai que la bonne foi et la cohérence intellectuelle sont les compléments naturels et indispensables des convictions.

Post-Scriptum : Avril 2013

1 – A la relecture, après publication, j'apporterai une nuance : on ne doit jamais renoncer au combat mais on peut tactiquement reporter un combat, si l'analyse du rapport de force montre qu'il serait pertinent de faire ce choix . Par contre, quand il s'agit de votations (électives ou référendaires), il faut toujours être présent (sauf impossibilité matérielle bien sûr).

2 – Le texte a été écrit et publié avant la votation référendaire du Dimanche 7 Avril 2013.

Le résultat du référendum a finalement été négatif. Il fallait dans chacun des 2 départements la majorité (50% + 1) et que cette majorité représente 25% des inscrits.

Sur la région Alsace, le oui l'a emporté avec 55,60% des voix, mais avec un taux d'abstention de 64,04%, la barre de 25% des inscrits n'était pas atteinte (seulement 22,90% des inscrits ont voté).

. Le Haut-Rhin a voté non à 55,74%.

. Le Bas-Rhin a voté oui à 68%, mais avec 23% des inscrits.

On peut regretter ce résultat, et nous le regrettons, mais le peuple a tranché, d'ailleurs en faisant le choix de s'abstenir. Quoiqu'il en soit, même par omission, « Vox Populi, Vox Dei » .

Et la décision référendaire par le peuple, le titulaire ultime de la souveraineté, est plus légitime que les décisions parlementaires ou gouvernementales, prises par des représentants.

L'histoire récente - et moins récente - montre ceux-ci sont plus sensibles aux pressions des lobbies, des minorités agissantes et des oligarchies qu'aux volontés exprimées par le peuple qui les a pourtant élus.